

plaint que la politique du pétrole des Arabes, censément dirigée contre l'Occident en guise de représailles pour l'appui qu'il accordait à Israël, sévissait encore plus durement contre l'Afrique: «Permettre que la crise du pétrole atteigne les Ghanéens et, de fait, d'autres États d'Afrique est une bien piètre preuve de reconnaissance pour l'appui accordé aux Arabes dans leur lutte contre Israël». Un second journal ghanéen ajoutait: «Nos frères arabes vont-ils nous laisser partager le même sort que les pays réellement visés par ces restrictions?».

Rôle de l'OUA

Or les pays arabes ont, en fait, manifesté un louable degré de solidarité politique à l'égard des États africains, même s'ils ne pouvaient guère leur éviter au début les conséquences économiques des restrictions. C'est ainsi qu'ils ont interdit, par souci politique, les exportations de pétrole à l'Afrique du Sud, à la Rhodésie et aux territoires portugais. Ce geste s'apparentait pourtant moins à la solidarité des pays non alignés qu'au besoin, pour les Arabes, de s'acquitter dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine de leur dette envers l'Afrique noire pour sa rupture de relations avec Israël.

On peut difficilement surestimer l'importance de l'OUA en ce qui concerne le non-alignement. Tout d'abord, les nations africaines formaient plus de la moitié des pays représentés au dernier «sommet» (ce qui pousse depuis quelques années les États d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique latine à parler fréquemment de leur «sous-représentation»). Ensuite l'OUA, à laquelle appartiennent l'Égypte, le Soudan et les pays du Maghreb, sert de lien entre l'Afrique et le monde arabe. En troisième lieu, l'OUA se réunit deux fois plus souvent que les «non-alignés» (deux réunions ministérielles par an, et une au sommet) et elle possède un secrétariat permanent.

On a tâché à plusieurs reprises de donner au non-alignement une organisation conventionnelle en le dotant d'un secrétariat, mais ces tentatives ont échoué; entre autres raisons, certains États «modérés» tels que l'Inde et le Nigéria craignaient que les «militants» ne s'en emparent. Toutefois, l'absence de secrétariat oblige les gouvernements chargés d'organiser les réunions du mouvement à s'occuper de préparatifs normalement dévolus à des fonctionnaires internationaux, ce qui complique davantage la bonne marche des travaux. A Alger, par exemple, en dépit du fait que la réunion a dépassé d'une journée entière le calendrier prévu, bon nombre des résolutions projetées n'ont

pu être adoptées par les délégués qui se sont plaints à maintes reprises, privément sinon dans leurs discours publics, de l'insuffisance du travail politique préparatoire.

Les séances plénières des réunions au sommet sont en outre de peu de valeur, au dire de beaucoup de participants. Elles ne servent, en effet, qu'à fournir à une suite interminable de chefs d'État l'occasion de réciter de longs et ennuyeux discours (à Alger, certains d'entre eux semblaient aussi ennuyés que leurs auditeurs de ces allocutions rédigées par leurs collaborateurs). Souvent, ces déclarations s'adressaient manifestement à un auditoire national, au lieu de contribuer au débat international sur la ligne de conduite des pays non alignés.

Importance du dialogue

Ceci dit, on ne saurait qualifier ces réunions d'inutiles, car elles donnent aux leaders des différents pays l'occasion — sinon le prétexte — de converser privément ou en petit comité. De tels entretiens sont certes plus utiles que les séances officielles de la Conférence. Il est donc important de noter sous ce rapport l'atmosphère qui imprègne tout «sommet» non aligné, car elle aura sûrement donné le ton aux discussions privées et probablement joué un rôle essentiel dans le processus, mystérieux et complexe, grâce auquel les politiciens élaborent leurs opinions (c'est-à-dire changent d'idées).

Le thème sous-jacent de la Conférence d'Alger fut la conviction, très répandue et souvent exprimée, que la grande ligne de partage du monde, d'idéologique qu'elle était, s'établissait maintenant entre les nations industrialisées et les pays sous-développés. Cela porte à croire que le groupement non aligné va s'appliquer davantage à tâcher de réduire les grandes inégalités qui existent entre les nations riches et les pauvres. Cette voie n'est pourtant pas sans écueils.

On incline assez naturellement à confondre le groupe des non-alignés avec les pays sous-développés qui forment le Tiers monde, et beaucoup s'imaginent qu'ils coïncident en tous points. Ce n'est pas le cas, cependant, car les non-alignés pour leur part subissent toujours les contraintes de beaucoup d'engagements de la guerre froide. Le Pakistan, par exemple, et certains autres pays apparentés au Tiers monde n'ont jamais pu se joindre au mouvement non aligné, soit parce qu'ils adhèrent à l'un des pactes militaires de l'Ouest soit à cause de la présence de bases militaires étrangères sur leur territoire, deux violations des critères d'admission au